

DAKAR, 28 JUILLET 1994

Visite au Sénégal - Discours du Premier ministre, M. Edouard Balladur devant les forces françaises du Cap Vert

Présence militaire française en Afrique - coopération avec les forces armées africaines - sécurité du continent - Rwanda

J'ai tenu, dès le premier jour de mon voyage en Afrique qui, du Sénégal me conduira au Gabon en passant par la Côte-d'Ivoire, à rencontrer nos forces armées présentes sur ce continent. A travers vous, officiers, sous-officiers, officiers-mariniers, gendarmes, soldats, marins et aviateurs, c'est aux quelque dix mille personnels des Forces Armées françaises stationnées au Sud du Sahara que je souhaite m'adresser.

Plus de trente ans après l'indépendance des Etats qui constituaient alors l'Empire français, cinq ans après la chute du mur de Berlin, la France continue à avoir des forces armées stationnées dans six pays d'Afrique, le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, le Tchad, la Centrafrique et Djibouti. Cette présence résulte d'abord de la volonté de nos amis africains et ne durera qu'autant qu'ils en manifesteront le souhait. Si la France y répond, c'est parce qu'elle a une conception mondiale de ses responsabilités qui tient à son statut de membre permanent du Conseil de sécurité et à ses capacités de puissance nucléaire. C'est aussi parce que notre pays est lié à l'Afrique par des liens de solidarité et par une histoire commune qui nous attachent étroitement à chacun de ces pays et tout particulièrement au Sénégal.

La France fait partie aujourd'hui du petit nombre de pays qui estiment qu'ils ne peuvent rester indifférents lorsque la paix et la stabilité du monde sont menacées sur quelque continent que ce soit. Elle fait partie d'une société internationale dont elle se sent solidaire et qu'elle souhaite voir progresser vers davantage de justice et de paix. Nous pourrions nous contenter de regarder à nos seules frontières en fonction de nos seuls intérêts et d'y limiter notre action. Chacun sent bien que ce choix serait à la fois égoïste et à courte vue. La France s'est donc résolument engagée pour aider au règlement des crises et des différends auxquels est confrontée l'ONU. Elle est la plus présente dans l'ex-Yougoslavie, son rôle a été déterminant dans la solution du problème cambodgien, elle a participé activement aux opérations menées en Somalie et n'a cessé d'agir pour favoriser la paix au Moyen-Orient. Notre engagement actuel au Rwanda s'inscrit dans la même préoccupation, celle du droit. Nous n'avons aucun intérêt dans ce pays ; nous savions que les critiques seraient plus nombreuses que les concours. Mais nous avons la conscience aiguë que le drame humanitaire qui s'y déroule ne pouvait nous laisser indifférents pour des raisons morales et aussi parce qu'il menaçait de déstabiliser toute la région des grands lacs. Notre connaissance de l'Afrique et la présence de nos forces sur le continent faisaient de nous les seuls à pouvoir intervenir rapidement. C'est là la plus récente et évidente démonstration du sens qu'a la France de ses responsabilités dans le monde.

Nos liens avec l'Afrique et avec les pays de l'Afrique sub-saharienne donnent à ces responsabilités une signification particulière. Pendant plus d'un siècle, nous avons partagé notre destin avec le continent noir. Comment ne pas évoquer, en cette année du cinquantième anniversaire de la libération de notre pays, le lourd tribut que payèrent les soldats venus de nos colonies d'alors à la libération de la France ? Ici, à Dakar, rappelons-nous que tous les régiments originaires de ces régions portaient le nom générique de régiments de tirailleurs sénégalais. Comment ne pas ressentir profondément les liens culturels qui se sont tissés au fil des ans à travers l'usage commun de notre langue ? Ceux-ci se renforcent d'une communauté d'intérêts. L'Europe ne peut être indifférente au sort de l'Afrique. Une aggravation des déséquilibres économiques entre les deux continents ne serait pas sans conséquences graves pour notre société. Or, l'histoire nous le répète chaque jour, il ne peut y avoir de développement sans sécurité, tant aux frontières qu'à l'intérieur des pays.

L'effort que consent la France en maintenant un important dispositif militaire en Afrique subsaharienne s'inscrit dans cette logique. Votre présence ici, comme celles de vos camarades des trois armées et de la gendarmerie dans d'autres Etats d'Afrique, est une contribution essentielle à la stabilité de ce continent. Les efforts que vous déployez dans chacune de vos unités, ici à Dakar ou dans d'autres garnisons, concourent à la paix dans cette partie du monde. Vous apportez un supplément de sécurité indispensable aux pays de l'Afrique subsaharienne à un moment de leur histoire où ils doivent mobiliser toutes leurs énergies pour leur développement économique.

Votre présence au Cap Vert témoigne également de l'amitié séculaire qui unit le Sénégal et la France. Nos deux pays ont cette particularité commune d'être les extrémités occidentales de leurs continents respectifs. La pointe du Raz et le Cap des Amaldies sont des ouvertures vers le grand large mais aussi vers le monde et vers les autres. Nos peuples sont proches par cette singularité géographique partagée. Vous le ressentez bien ici à Dakar, dans vos vies professionnelles et familiales.

La relation exemplaire que vous entretenez avec l'armée sénégalaise le révèle chaque jour. Ce compagnonnage d'armes si vivant s'est manifesté de façon exemplaire dans l'opération humanitaire que mène la France au Rwanda. Alors même que la communauté internationale hésitait et se réfugiait dans une inaction bien égoïste, les troupes sénégalaises se sont trouvées aussitôt aux côtés de la France. Cette opération est difficile, elle demande à nos troupes un grand professionnalisme et une abnégation de tous les instants. Elle a jusqu'ici été menée avec mesure et succès.

La présence de vos familles à Dakar est aussi un symbole auquel je suis attaché. Dans la presqu'île du Cap Vert, vous êtes au sein de la société sénégalaise ; vos familles vivent dans Dakar ; vos enfants y sont scolarisés. C'est une preuve de la confiance partagée entre nos deux peuples. Pour chacun d'entre vous, c'est aussi au cours du séjour que vous effectuez, la possibilité de découvrir une culture différente de la vôtre. Soyez conscients que cette sensibilité particulière que

vous acquérez ainsi nous est enviée par beaucoup dans le monde. La réussite exemplaire de notre contingent en Somalie a dû beaucoup à cette connaissance de la mentalité africaine et elle a forcé l'admiration de tous. Soyez persuadés qu'il est de votre devoir, lors de votre affectation à Dakar, d'acquérir cette nouvelle expérience en sortant des routines administratives et de vos cadres de vie habituels. Je suis particulièrement sensible à ce que, tous, vous avez fait pour permettre au Lycée français Jean Mermoz de ne pas fermer ses portes. Seules les forces françaises pouvaient mobiliser assez d'énergie et de savoir-faire pour arriver à ce résultat en parfaite collaboration avec les autorités sénégalaises et les services civils compétents de notre ambassade et de notre consulat général.

En ce moment où nous déployons tous nos efforts pour éviter le pire au Rwanda, je voudrais vous féliciter pour votre apport essentiel au déroulement de l'opération Turquoise.

Féliciter les Forces françaises du Cap-Vert qui ont permis de garder ouvertes et opérationnelles à toutes heures du jour et de la nuit, les escales aériennes et maritimes. Vous avez ainsi rendu possible un acheminement sans heurt des renforts et des moyens matériels. Dakar, par sa position géographique, est et demeurera un pivot essentiel pour notre dispositif au sud du Sahara.

Féliciter aussi nos assitants militaires techniques qui ont permis la mise sur pied du contingent sénégalais engagé dans Turquoise.

Je n'ignore pas enfin l'importance que revêt la disponibilité de la composante terre des Forces françaises du Cap-Vert.

Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, gendarmes, soldats, marins, aviateurs, je tenais à vous rencontrer. Votre rôle ici à Dakar, au Sénégal, sur le continent africain, est essentiel à la politique que le gouvernement français entend conduire dans cette partie du monde. Je veux vous assurer de ma confiance.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Visite en Côte-d'Ivoire - Allocution du Premier ministre, M. Edouard Balladur à l'aéroport, à son arrivée à Abidjan

France - Afrique - Côte-d'Ivoire

C'est pour moi un grand honneur et un grand plaisir que de me trouver aujourd'hui en Côte-d'Ivoire, à l'invitation du Président de la République et du Premier ministre que je remercie de l'accueil qui m'est réservé.

J'ai tenu à l'occasion de ce voyage en Afrique à venir sur place étudier les conditions nouvelles dans lesquelles se présentent les relations entre les pays africains entre eux, et entre les pays africains et la France.

J'aurai l'occasion lors des entretiens que j'aurai avec M. le Président de la République et avec M. le Premier ministre de préciser nos buts.

Je peux dire d'ores et déjà qu'elles sont empreintes

d'une très grande convergence aussi bien sur les problèmes économiques que sur les problèmes politiques. C'est donc avec beaucoup de confiance que je commence ce soir mon voyage en Côte-d'Ivoire.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Visite en Côte-d'Ivoire - Toast du Premier ministre, M. Edouard Balladur à l'occasion du dîner offert par le Président Konan Bedie

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

France - Côte-d'Ivoire

Les relations d'amitié anciennes, les liens privilégiés de coopération entre nos deux pays qui ne se sont jamais démentis depuis des décennies font d'Abidjan une étape essentielle du voyage en Afrique que j'accomplis aujourd'hui.

C'est un grand plaisir pour moi, Monsieur le Président, de vous revoir un peu moins de deux semaines après votre visite officielle en France et de retrouver la Côte-d'Ivoire dans d'autres circonstances que celles douloureuses et combien émouvantes de février dernier, lors du dernier adieu que la communauté internationale tout entière rassemblée à Yamoussoukro a tenu à adresser au Président Houphouët-Boigny. Ce grand homme d'Etat est entré dans l'histoire parce qu'il avait su s'identifier à son peuple et à ses traditions et les mobiliser au service du progrès. A cet indéfectible ami de la France qui fut ministre du Général de Gaulle, je tiens ce soir au nom du gouvernement français à rendre devant vous de nouveau un très vibrant hommage.

Vous avez su, Monsieur le Président, assumer la succession d'un prédécesseur aussi illustre : la Côte-d'Ivoire avait connu sous sa présidence, stabilité politique et développement économique. Vous avez d'ores et déjà commencé à faire fructifier cet héritage.

La transition politique que vient de connaître votre pays est tout à fait exemplaire. Le calme et la dignité dont a fait preuve le peuple ivoirien lors de la disparition du Président Houphouët-Boigny, la maîtrise du processus de succession dans le strict respect des institutions de votre pays ont démontré la maturité politique des Ivoiriens. C'est par de tels comportements dans l'épreuve qu'un pays maintient et renforce sa cohésion à l'intérieur et suscite le respect à l'extérieur.

Dévaluation du franc CFA

La France entend placer ses relations avec l'Afrique en général, avec la Côte-d'Ivoire en particulier, sous le signe de la fraternité et de la solidarité. En apportant à la Côte-d'Ivoire, comme aux autres pays de la zone franc les moyens d'accompagner la dévaluation du franc CFA, elle témoigne de sa volonté de solidarité. Il s'agit pour la France de rester plus que jamais à l'écoute de ses amis et partenaires africains pour les aider à